

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Pour relancer les perspectives anti-impérialistes

Ronald Cameron et Pierre Beaudet

Numéro 20, automne 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/89286ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Cameron, R. & Beaudet, P. (2018). Pour relancer les perspectives anti-impérialistes. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (20), 205–209.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2018

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Pour relancer les perspectives anti-impérialistes

Ronald Cameron et Pierre Beaudet
*Respectivement militant d'ATTAC et rédacteur aux NCS,
tous deux militants de la Plateforme altermondialiste*

Depuis 2016, la situation mondiale évolue sous l'impact du leadership de Donald Trump. Parmi les effets saillants :

- L'assaut pratique et explicite contre ce qui reste de multilatéralisme (l'ONU);
- Les efforts pour « restructurer » les règles régissant le commerce et les investissements (dont les accords de libre-échange). La tendance est davantage sur les modalités que sur les finalités, de façon à transférer des coûts et des responsabilités aux alliés-subalternes et aux pays dits « émergents » ;
- Le discours belliqueux contre l'Iran et la Corée du Nord, mais aussi contre la Chine et la Russie, pays considérés comme des « adversaires », ce qui débouche sur des augmentations substantielles des budgets militaires, y compris dans le domaine nucléaire ;
- Des transformations aux États-Unis, telles d'immenses coupes dans les fonctions sociales de l'État couplées à des baisses substantielles d'impôts, mise en place d'un dispositif encore plus répressif contre les immigrantes, les immigrants, les réfugiés-e-s, les syndicats et les groupes environnementalistes, aggravation du discours raciste, etc.

Tout cela pourrait s'accroître si la tendance « Trump » réussit à consolider son emprise sur le Congrès et à procéder à d'autres transformations du système judiciaire et légal. Ce néofascisme en émergence est encore fortement contesté dans plusieurs bastions urbains et suscite de l'opposition du côté du duopole Wall Street/Silicon Valley.

Le bâton

Le discours de la mondialisation « heureuse » laisse penser que les administrations précédentes aspiraient à refonder le monde selon les principes d'une architecture géopolitique et géoéconomique plus équitable. En réalité, l'administration Trump s'avère en continuité de bien des manières. Clinton a tenté de resserrer le pouvoir des États-Unis en imposant au reste du monde les principes et règles du néolibéralisme, notamment dans les Amériques. Obama a continué la « guerre sans fin » au Moyen-Orient, quitte à une certaine désescalade avec l'Iran, en phase avec l'option européenne de réintégrer « en douce » ce pays dans le « giron » occidental. C'est Obama qui a accéléré les expulsions des immigrantes et immigrants dits « illégaux », aggravant le chaos meurtrier qui sévit au sud du Rio Grande. Les administrations précédentes ont saboté les négociations sur les changements climatiques, maintenant les postures d'une économie qui vit sur le pillage de la planète. Sur tous les grands dossiers, on constate donc que c'est davantage la rhétorique que les actions et les stratégies qui ont changé à Washington.

Certes, les États-Unis n'occupent plus la même place qu'ils avaient construite au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Des adversaires existent, à commencer par la Chine qui, si elle réussit à consolider une alliance stratégique avec la Russie, pourrait représenter à long terme une menace à l'hégémonie américaine. Cette histoire est loin d'être terminée et pourrait déboucher sur des affrontements de grande envergure qui ressembleraient, sans être identiques, à la montée des contradictions interimpérialistes qui avaient secoué le monde capitaliste durant la première moitié du vingtième siècle.

On a pensé un certain temps, un peu vite sans doute, que les « pays émergents » pourraient eux aussi monter dans la hiérarchie, en sous-estimant la force du « dispositif » impérialiste américain qui a pénétré, plus en profondeur qu'auparavant, les élites locales qui ne constituent plus vraiment des bourgeoisies « nationales », ce qui n'exclut pas complètement, ici et là, des contradictions et des fissures entre le « centre » et les « semi-périphéries ». Poulantzas, qui avait vu venir la chose avant tout le monde, parlait d'une nouvelle architecture mondiale¹. Sous une domination « hégémonique » (coercition et consentement) de la bourgeoisie américaine, des bourgeoisies « locales », qui ne fonctionnent pas selon les mêmes rapports de subalternité de l'époque « classique » de l'impérialisme et du colonialisme, participent, à des degrés divers et selon des modalités distinctes, à la gouverne du système. Des alliés-subalternes privilégiés occupent des positions plus élevées, pour des raisons historiques et contemporaines. Les autres sont relégués à un second plan et quand ils menacent de déstabiliser l'ensemble, on dispose de stratégies éprouvées pour les tasser (*regime change*).

1 Nicos Poulantzas, *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, Paris, Seuil, 1974.

Résister

Aujourd'hui en 2018, les enjeux sont donc immenses pour les mouvements populaires qui cherchent à reconstruire des solidarités dans le cadre des perspectives altermondialistes. Plusieurs questions se posent :

- Comment résister à l'impérialisme américain ?
- Comment proposer une nouvelle architecture permettant aux peuples de reimaginer des projets de souveraineté populaire, basés sur les revendications des masses plurinationales qui composent des sociétés hétérogènes ?
- Comment reconstruire des alliances transcendant les divisions et les contradictions de genre, d'origine ethnique, de culture, sciemment développées par les dispositifs du pouvoir ?
- Comment ne pas être instrumentalisés par les uns ou par les autres dans le contexte de polarisations interimpérialistes qui fragilisent le monde ?

Une autre question lancinante se pose sur l'essor des mouvements de droite qui s'opposent à l'impérialisme étatsunien sous divers drapeaux : nationalismes exacerbés, idéologies rétrogrades au nom de la religion, illusions d'un « campisme » (où l'ennemi de notre ennemi est notre ami), etc. Évidemment, il ne faut rien concéder à cet anti-impérialisme de pacotille. Certes, l'enracinement de ces nouvelles droites dans les couches populaires est réel et capte, en partie du moins, le désespoir de beaucoup de gens face à un monde qui ne leur fait plus aucune place. On ne peut ni sous-estimer ni dénigrer ce désespoir ni l'appuyer quand il est capté par les courants de droite. Dans ce contexte, nous pensons que les « outils » dont disposent les mouvements depuis quelques années doivent être « rafraîchis ».

Un programme de « réarmement » intellectuel

Par où commencer donc ? Quelques pistes pourraient être les suivantes :

- Il faut développer un programme d'éducation populaire de moyen terme pour produire de nouveaux cadres d'analyse sur l'évolution de l'impérialisme. Évidemment, ce travail doit se faire avec et dans les mouvements populaires, et sortir des cercles restreints, universitaires entre autres ; il faut être engagé dans les luttes et les résistances !
- Il faut soutenir ce travail par une rigoureuse analyse, sachant qu'il n'y a ni passe-partout ni raccourci. Des visions superficielles des processus en cours, même lorsque les intentions de ceux et celles qui les élaborent sont progressistes ne peuvent que conduire à des échecs, à plus ou moins long terme.

- Il faut avoir l'audace de défricher les débats conceptuels et théoriques dans la lignée d'un marxisme critique et audacieux, notamment à la lumière des explorations en cours par les féminismes et les écologismes.

Intervenir

Nous sommes placés devant un enchevêtrement complexe de contradictions qui prennent l'allure de crises en cascades, aussi bien à l'échelle internationale que nationale. Évidemment, nos moyens étant ce qu'ils sont, il faut choisir des lieux de cette crise où notre efficacité politique peut être plus mordante. Par exemple :

- Il faut résister à la subordination « relookée » du Canada à l'impérialisme américain, notamment par le « nouvel "ALÉNA" », dans le cadre d'un marché nord-américain qui n'est ni « libre » ni équitable. L'ALÉNA a été et reste un outil pour subordonner les couches populaires des trois États concernés.
- Il faut discréditer le G7, ce club militariste et impérialiste et, parallèlement, s'opposer à l'OTAN² qui en est le pendant militaire. Pour l'impérialisme étatsunien, il est important de multilatéraliser les interventions militaires en visant certaines régions (dans l' « arc des crises », les zones maritimes au large de la Chine et dans le flanc sud de la Russie)³.
- Il va sans dire que ce travail anti-impérialiste doit converger avec les mouvements et les résistances aux États-Unis, au Canada et au Mexique, ce qui impose de penser à des mécanismes de concertation continentale.
- La lutte contre l'impérialisme commence évidemment pour nous ici au Canada contre l'État canadien, non seulement un « allié-subalterne » des États-Unis, mais une puissance impérialiste sur ses propres bases. Cela inclut le dispositif de renforcement des entreprises minières qui pillent et polluent d'un bout à l'autre de la planète ; également des interventions militaires dites « humanitaires », qui visent à sécuriser les intérêts impérialistes dans des pays comme Haïti et le Mali, par exemple.
- Nous devons combattre les prétentions de l'État canadien d'agir en tant que « défenseur de la paix et des droits », dans des dossiers complexes comme la Palestine, les flux de réfugié-e-s, où l'hypocrisie est modulée avec les actions presque toujours néfastes ou dénuées de sens (comme la politique dite « féministe » de l'aide au développement).

2 OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

3 Il n'est pas question pour nous de « défendre » la Russie ou la Chine qui ne sont d'aucune manière des alliés des mouvements d'émancipation.

Recréer des alliances

Dans un passé proche, de grandes convergences anti-impérialistes ont permis de confronter et même parfois de faire reculer l'État canadien et son « grand-frère » étatsunien. Aujourd'hui, il faut réactiver ce travail de coalition pour relancer les luttes.

- Il faut faire contrepoids à l'affaiblissement des réseaux de lutte et refaire des coalitions militantes avec et à partir d'organisations et de réseaux qui peuvent se définir comme anti-impérialistes, et éviter le travail de solidarité en solo.
- Entre l'anti-impérialisme, l'antiracisme et l'anticolonialisme, il y a des liens évidents qu'il faut cultiver. Il faut s'entraider, faire des liens, par exemple, entre la lutte contre la discrimination et le profilage à Montréal-Nord et les luttes d'émancipation aux États-Unis et ailleurs.
- Enfin, il va sans dire que le travail altermondialiste et internationaliste doit se faire en phase avec des mouvements, réseaux et coalitions dans le monde, ce qui a été expérimenté ces dernières années avec le Forum social mondial, mais également avec des réseaux plus définis.